



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 251
(Privé)

Loi concernant Lomer Pilote

Présentation

Présenté par
M. Maximilien Polak
Député de Sainte-Anne



Éditeur officiel du Québec
1986

Projet de loi 251

(Privé)

Loi concernant Lomer Pilote

ATTENDU que, le 23 juin 1969, Lomer Pilote fut suspendu de ses fonctions et que sa nomination à titre de médecin-chirurgien de l'hôpital Bellechasse de Montréal fut révoquée le 10 juillet 1969;

Que, par un jugement rendu le 27 mai 1974, la Cour suprême du Canada a confirmé un jugement de la Cour d'appel décidant que la suspension et révocation unilatérales des privilèges du demandeur, découlant de son contrat, étaient nulles et illégales, parce que les formalités prévues par l'arrêté en conseil 288 de la Loi des hôpitaux (L.R.Q., 1964, chapitre 164) n'avaient pas été suivies;

Que, suite à ce jugement, Lomer Pilote a reçu des dommages-intérêts pour perte de revenus et perte de clientèle jusqu'à la date de la fin de l'audition en Cour supérieure;

Que, malgré ce jugement, la direction de l'hôpital Bellechasse a refusé de réintégrer Lomer Pilote à titre de médecin-chirurgien;

Qu'une décision rendue par la Cour supérieure, lors d'une deuxième action, et accordant gain de cause à Lomer Pilote, fut infirmée par la Cour d'appel et que la permission d'en appeler à la Cour suprême lui fut refusée;

Que Lomer Pilote prétend que le rejet de sa deuxième action est basé sur des motifs de procédure et non sur le fond de ses allégations;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. Malgré toute prescription applicable et malgré les jugements antérieurs, notamment celui de la Cour d'appel du district de Montréal daté du 10 juin 1981, Lomer Pilote a le droit, jusqu'au 1^{er} septembre 1986, de s'adresser aux tribunaux compétents pour exercer les recours qui pourraient découler de l'inexécution par la Corporation de l'hôpital Bellechasse de Montréal, de ses obligations à son égard.

2. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).